

Service Environnement  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 06/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL LE ROUX**

Saint Draff/Bellevue  
29410 GUICLAN

Références : A.P n° 13/2011 AE du 22/02/2011 complétant l'A.P n° 133/2004 A du 17/05/2004  
Code AIOT : 0052901008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement EARL LE ROUX implanté aux lieux-dits Saint Draff & Bellevue 29410 GUICLAN. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE ROUX
- SAINT DRAFF/BELLEVUE 29410 Guiclan
- Code AIOT : 0052901008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole soumise au régime de l'autorisation à laquelle est annexé un atelier de 25 vaches allaitantes (N.C).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les thèmes de visite retenus sont les suivants :  
Inspection sur le volet de la mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 5  | Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45                      | /  | Sans objet        |
| 6  | Élevage, dispositions générales               | Code de l'environnement du 22/02/2011, article Article R512-46-23 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Respect des effectifs animaux autorisés | Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 1     | /  | Sans objet        |
| 2  | Mise en œuvre des MTD                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41    | /  | Sans objet        |
| 3  | Dossier de réexamen                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I  | /  | Sans objet        |
| 4  | Mise en œuvre des MTD                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Conformité des points contrôlés hormis un rappel sur le point concernant la télédéclaration à réaliser impérativement sur le site GEREP dès 2024. Un dossier de porter à connaissance est également attendu sous 3 mois concernant la nouvelle implantation de la station de compostage et l'actualisation du plan d'épandage.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Respect des effectifs animaux autorisés**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2011, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Elevage avicole de 146000 emplacements de volailles sur 5200 m <sup>2</sup> de plancher dans la limite de 22360 kgN et 25 vaches allaitantes   |
| <b>Constats :</b> Respect des effectifs autorisés.<br>Atelier avicole en vide sanitaire ce jour, rechargement prévu normalement sur la période fin juillet - début août 2023<br>Production avicole sur l'année civile 2022 :<br>- Site de St Draff : 23587 dindes médium et 30814 poulets standard<br>- Site de Bellevue : 15750 dindes médium<br>Total : 39337 dindes et 30814 poulets<br>Production azotée globale sur la campagne culturale 2021/2022 (DFA) : 18407 kgN (volailles) + 3315 kgN (bovins) = 21722 kgN (production autorisée à 25082 kgN) |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 2 : Mise en œuvre des MTD**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.<br><br>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.<br><br>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| <b>Constats :</b> Les dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont mises en place pour l'atelier avicole.<br>Le BRS et GEREP 2022 sont transmis préalablement au contrôle. Les valeurs limites d'émission sont respectées sur la période.<br>Enregistrements des consommations (eau, gaz et électricité).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Dossier de réexamen

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :<br><br>- le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;<br><br>- le 21 février 2019 pour les autres installations.<br><br>A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/</a> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.<br><br>L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. |
| <b>Constats :</b> Dossier de réexamen déposé et jugé complet et régulier le 4 mai 2020.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 4 : Mise en œuvre des MTD

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».<br><br>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.<br><br>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| <b>Constats :</b> Émissions totales de NH3 pour l'année 2022 : 7617 kg<br>Ces valeurs sont inférieures aux émissions totales indiquées dans le dossier de réexamen validé (12950 kg de NH3).<br>Production animale en retrait sur la période du fait d'un changement de groupement et type de production.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 5 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Constats : Déclaration des émissions et de transferts de polluants et des déchets transmis ce jour mais non déposé dans le délai sur le site GEREP.<br/> Rappel à l'exploitant de ses obligations en la matière :<br/> <b><u>Demande de l'inspection</u> : A réaliser impérativement via le site de télédéclaration GEREP en 2024.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 6 : Élevage, dispositions générales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/02/2011, article Article R512-46-23  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Notification de changement notable   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Information de l'exploitant sur des modifications apportées aux conditions de mise en œuvre du compostage du fumier de volailles. Une nouvelle plateforme est actuellement en construction. Cette plateforme est localisée<br/> <b><u>Demande de l'inspection</u> : transmettre sous trois mois à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance sur ce projet en cours et l'actualisation du plan d'épandage mis à disposition.</b></p>    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |